



Arxiu històric FUNDACIÓ JAUME BOFILL

La diplomatie de l'avenir et les petits pays: l'occasion d'un leadership exemplaire

FEBRER 1999

FUNDACIÓ
Fundació
JAUME
Jaume
BOFILL
Bofill

1022

Sommaire

La diplomatie de l'avenir et les petits pays : l'occasion d'un leadership exemplaire

Nous sommes entrés dans une mutation à l'échelle mondiale qui transforme radicalement l'économie, la société ainsi que le rôle de l'État, notamment dans ses responsabilités internationales.

1- Les enjeux majeurs de la diplomatie face à la mondialisation

Sécurité, puissance, identité.

2- La diplomatie de l'avenir au cœur de l'avènement de l'ère planétaire

Du système inter-national et inter-étatique au système mondial : un nouvel âge impérial ?

L'information comme matière première stratégique de la société postcapitaliste.

Aménager l'interdépendance en s'appuyant sur la légitimité démocratique : le rôle central de l'État.

Face à la logique impériale : les réseaux hybrides à géométrie variable formés autour des enjeux majeurs de l'ère planétaire.

La pratique et les instruments de la diplomatie : l'art de l'association au service du bien commun.

3- Pour forger l'avenir : prendre l'initiative sur le terrain de l'avenir

Les atouts des petits pays

Le pragmatisme, c'est d'anticiper pour ne pas être réduit à s'adapter.

Le 3 juin 1997.

La diplomatie des prochaines années et les petits pays

L'occasion d'un leadership exemplaire

Il n'est pas de bon vent pour qui ne sait où il veut aller
Sénèque

Le monde vit une véritable mutation dont la portée dépasse de loin celle de la révolution industrielle. À la différence de celles qui l'ont précédée, cette métamorphose n'est pas limitée au monde occidental. Amorcée aux alentours de 1960 avec l'ordinateur qui fait de l'information un fait fondamental, ce bouleversement débouchera sur ce que Peter Drucker appelle la société post-capitaliste.¹ Dans cette société où nous sommes déjà entrés, le facteur de production décisif ne sera ni la terre, ni le travail, ni le capital, mais le savoir. Avec l'avènement de la société du savoir, le centre de gravité de la société post-capitaliste, ses structures, sa dynamique sociale et économique ne se situeront plus là où les trouvait depuis deux cent cinquante ans. Il en sortira des gagnants et des perdants qui ne seront pas forcément ceux d'aujourd'hui.

C'est sans doute dans sa dimension économique que cette transformation est actuellement le plus perceptible et fait l'objet des analyses les plus développées, notamment sous l'angle de la mondialisation. Phénomène essentiellement économique dont les conséquences affectent pourtant tous les champs d'activité, la mondialisation est rendue possible par la technologie et se réalise grâce à la libéralisation des échanges. Elle entraîne des bouleversements que les entreprises, soumises aux impératifs des résultats, doivent assumer sous peine de disparaître. Si le marché s'affirme comme l'instrument de l'intégration économique, la ressource au cœur du capitalisme a changé. De sorte que mobiliser les capitaux pour pouvoir innover constamment et gérer les risques qu'elle comporte, et se donner les moyens de gérer des organisations transnationales constituent désormais les défis qui entraînent les transformations majeures qu'on peut observer de façon quotidienne dans les organisations économiques.

Des transformations analogues ont commencé à se manifester dans d'autres volets de l'ordre international mais sans entraîner encore pour autant les adaptations qu'on peut observer dans la sphère économique. L'ordre international mis en place à la fin de la dernière guerre mondiale a pratiquement disparu avec la fin de la Guerre froide en 1989-1990. Depuis lors, sans cadre

¹ Peter F. DRUCKER dans *Post Capitalist Society*. Butterworth-Heinemann Ltd., Oxford, 1993 (traduction française : *Au-delà du capitalisme. La métamorphose de cette fin de siècle*. Dunod, 1993) distingue quatre métamorphoses du monde occidental au cours des derniers siècles. Parmi les nombreux ouvrages publiés ces dernières années sur la mondialisation, c'est peut-être l'un de ceux qui réussit le mieux à articuler les divers volets de la présente mutation et ses conséquences aussi bien dans la sphère économique - le capitalisme, fait social dominant depuis la moitié du XVIII^e siècle lui paraît poussé vers l'obsolescence, d'où le titre de son ouvrage - que dans la sphère politique et sociale. Les analyses de ce livre-phare inspirent beaucoup les réflexions exposées dans ce document. Voir aussi, Tony JACKSON, "Gutenberg et la révolution informatique" qui rend compte de la conférence tenue à Londres en mars 1997 sur la révolution de l'information. *The Financial Times*, traduit dans *Courrier International*, no 336, du 10 au 16 avril 1997.

théorique² permettant d'aborder la nouvelle dynamique, sans cadre commun capable de fournir l'assise d'un nouvel ordre mondial, les États continuent à gérer leurs relations internationales presque comme au dix-neuvième siècle : privée de boussole, la diplomatie s'est mise au service du commerce et se contente de réagir aux événements. Comment s'étonner dès lors de l'inquiétude croissante dans les démocraties occidentales devant l'impuissance de plus en plus manifeste des gouvernements à traiter des problèmes majeurs qui confrontent les sociétés et de l'envie d'en changer dès que l'occasion s'en présente ?³

Aujourd'hui, dans cette période de transition où se prépare l'avenir, il est urgent d'agir. Pour le faire de façon efficace, deux préalables s'imposent : comprendre et vouloir.

Il importe d'abord de comprendre la mutation qui emporte le monde. En commençant par dépasser la fausse querelle entre ceux qui font la promotion de la mondialisation et ceux qui y voient la source de tous les maux. La mondialisation constitue une donnée avec laquelle il faut désormais composer, comme les sociétés ont dû le faire jadis avec l'imprimerie et avec la révolution industrielle. N'y voir que menaces témoigne d'une méconnaissance des enseignements de l'histoire et surtout d'une myopie qui empêche de la voir comme l'une des forces qui avec d'autres, vont conduire à ce que l'on pourrait appeler *l'ère planétaire*.⁴ La puissance publique et la société civile pourraient s'inspirer utilement du dynamisme de la sphère économique engagée dans la "destruction créatrice".⁵ Le véritable débat ne portera plus sur le libéralisme dans ses variantes passées ou à venir parce que le libéralisme, loin de constituer une politique, représente la négation de la politique, la volonté de circonscrire la vie collective au monde de l'économie, comme le disait Karl Schmitt. La question cruciale est de savoir si tous les acteurs en présence auront la lucidité et la capacité de trouver les moyens d'entrer de façon harmonieuse dans l'ère planétaire en conciliant la logique du marché, celle de la *res publica* et celle de l'identité.

Développer et diffuser cette compréhension d'un monde en mutation constitue le préalable indispensable à toute action efficace dans cette dynamique radicalement différente. Pour la puissance publique, cela signifie que dans le monde sans frontières qui s'annonce, sa contribution à l'aménagement, à l'échelle mondiale, de nouveaux rapports entre les divers acteurs, centrés sur les nouveaux enjeux, constituera sans doute l'une de ses responsabilités principales. C'est à ce que l'on pourrait appeler la "nouvelle diplomatie" qu'on s'intéresse ici. Or, si l'on voit plusieurs gouvernements acculés par les contraintes budgétaires à des tâches de remise en ordre domestique,

² Voir par exemple Peter J. KATZENSTEIN, Ed., *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics*. New York, Columbia University Press, 1996. On y trouve notamment des articles de jeunes universitaires qui constatent que les outils conceptuels actuels ne permettent pas de rendre compte de la situation nouvelle. Il est remarquable de constater la différence d'approche entre les politologues qui sont loin d'avoir abordé la nouvelle dynamique avec autant d'innovation que les économistes et surtout les professeurs de management.

³ Le vif débat suscité en France et à l'étranger par le livre de Viviane FORRESTER, *L'horreur économique* (Fayard, 1996) en constitue un révélateur instructif. *Le Point* du 19 avril 1997 note que "*Le piège de la globalisation*", écrit par deux journalistes de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, connaît un succès comparable en Autriche. Pour l'instant ceux qui dénoncent "la pensée unique" sont loin de pouvoir compter sur des ressources comparables à celles dont disposent les "think tanks" qui en font la promotion.

⁴ Cette expression s'inspire moins des modes du "nouvel âge" que des réflexions présentées par Edgar MORIN et Sami NAIR dans leur récent ouvrage, *Une politique de civilisation*. Arléa, Paris, 1997.

⁵ L'expression est de SCHUMPETER, cité par DRUCKER, *Op. cit.*, p. 67.

peut-on en identifier qui accorde une véritable priorité à la nouvelle diplomatie.⁶ Lieu d'un formalisme hérité de l'âge institutionnel, assise sur le succès passé de codes et de pratiques séculaires, engagée dans un tourbillon de débats et de rencontres qui se multiplient à la mesure de leur incapacité à résoudre les problèmes nouveaux, la diplomatie qui devra représenter l'un des moyens d'action les plus importants des pouvoirs publics, pourrait se révéler incapable d'effectuer sa mutation, ainsi qu'on le voit notamment dans la pratique actuelle des organisations internationales. Or, il n'est peut-être pas de tâche plus urgente pour l'État que celle d'assumer pleinement cette responsabilité en tenant compte des exigences nouvelles si l'on veut que le nouvel ordre mondial ne soit pas uniquement celui de la mondialisation des marchés mais qu'il se construise au service du bien commun en plaçant l'Homme au centre de ses préoccupations. En un mot que le nouvel ordre tire sa légitimité et son efficacité de l'exercice responsable de la démocratie.

C'est dans cette dynamique globale que doit être envisagé et assuré l'avenir du Québec comme celui des petits pays. C'est par rapport à ces lignes de force, en se situant résolument sur le terrain de l'avenir, qu'il faut effectuer les choix et agir de façon stratégique, ce qui interdit le statu quo et appelle une approche radicalement nouvelle, à la mesure des nouveaux défis. Ces questions se posent à tous, grands et petits pays, quelle que soit la forme que prendra l'aménagement futur des souverainetés. Elles prennent une acuité et une importance particulière pour le Québec qui veut redéfinir sa place dans ce cadre nouveau dans lequel les souverainetés devront aménager l'exercice de leurs responsabilités : comment doit-il se situer parmi ces acteurs et comment veut-il interagir avec eux ? On n'est pas condamné à réussir mais il est assuré que nul ne réussira sans intelligence et sans effort.

1- Les enjeux majeurs de la diplomatie face à la mondialisation

En schématisant, on pourrait dire que le jeu des relations internationales s'organise autour de trois motivations de base : la survie, la puissance, l'identité.⁷

C'est par rapport à ces enjeux que les acteurs définissent leurs intérêts, établissent leur stratégie et conduisent leur action. C'est par rapport à ces mêmes enjeux qu'ils situent l'importance de leurs relations avec leurs partenaires étrangers : c'est ainsi que la France ou les États-Unis par exemple, apprécient leurs relations avec le Japon, le Canada, le Québec, etc.

Sans développer l'analyse dans le cadre de ce document de travail, il n'est donc pas sans importance d'examiner de façon sommaire comment se présentent les perspectives pour chacun de ces trois enjeux. On devrait ainsi pouvoir mieux apprécier où se situe la diplomatie du Canada et envisager des propositions conséquentes pour l'action internationale du Québec.

⁶ Comme le note Peter Drucker, "en période de crise, toute organisation a tendance à concentrer ses ressources à régler les problèmes plutôt qu'à obtenir des résultats". *Op.cit.*, p. 176.

⁷ Pour reprendre le point de vue de Philippe MOREAU-DEFARGES, *La politique internationale*. Cité par André LAURENS dans *Le Monde*, 4-5 mars 1990.

La survie ou l'impératif de la sécurité

De tout temps, la sécurité a représenté le premier enjeu auquel doit faire face une collectivité, sur le plan interne et sur le plan externe.

Avec la fin de la Guerre froide et de l'ordre nucléaire fondé sur l'équilibre de la terreur, on se retrouve dans un monde unipolaire. "L'Empire américain est le seul au monde, c'est une hégémonie exclusive et c'est la première fois que ce phénomène étrange survient dans l'histoire de l'humanité." ⁸ Les États-Unis disposent aujourd'hui d'une force militaire suffisante pour dissuader n'importe quelle nation ou groupe de nations de défier leur suprématie, comme le prônait le rapport Wolfowitz après la fin de la Guerre froide. ⁹ Ils détiennent le commandement de l'OTAN qu'ils ne sont guère disposés à partager. Et la révolution militaire en cours, basée sur l'application des technologies de l'information aux armes, vient renforcer encore leur suprématie. La France et le Japon qui s'inquiètent de cet écart technologique, ne sont pas en mesure de le combler de sorte qu'ils doivent se résigner à composer avec les États-Unis : mieux vaut une Amérique dominante qu'unilatéraliste. ¹⁰

Le traitement des récents conflits régionaux fournit une illustration de cette situation. Que ce soit dans l'ex-Yougoslavie, en Albanie au Rwanda ou au Zaïre, l'Europe n'a pas soit la volonté, soit les moyens d'intervenir de façon efficace sans l'appui américain : on a vu des opérations de maintien de la paix mais aucune opération de pacification. Si les États-Unis n'ont pas indiqué publiquement ce qu'ils entendent par "intérêt vital", leurs choix d'intervenir ou pas dans des conflits à l'étranger sont sans doute inspirés en pratique par la définition qu'en donne Henry Kissinger : un "— changement du contexte international susceptible de compromettre leur sécurité nationale, au point qu'il soit nécessaire de s'y opposer, quelle que soit la forme revêtue par la menace ou si légitime que paraisse ce changement". ¹¹

La nouvelle donne géostratégique n'exclut pas les conflits régionaux, ni les préoccupations liées à la montée en puissance de la Chine ou à la dissémination des armes, etc. : pas d'apocalypse, mais pas de paix non plus. "Ce qui vient de disparaître, c'est l'idée de l'affrontement global dérivé des conflits militaires du XXe siècle". ¹² On peut sans doute penser que le nouvel ordre militaire ne comporte pas de perspective prochaine de conflit généralisé et qu'aucun pays dans ces

⁸ Paul-Marie de LA GORCE, *Le Dernier empire. Le XXIe siècle sera-t-il américain?* Grasset, 1996.

⁹ Cité par Paul-Marie de LA GORCE, "Washington et la maîtrise du monde", *Le Monde diplomatique*, avril 1992.

¹⁰ Voir "The Future of Warfare." *The Economist*, 8 mars 1997. À l'occasion de sa revue quadriennale de programme, le Pentagone accentue encore davantage son virage vers la haute technologie en lui sacrifiant des bases militaires : voir Bernard GRAY, "Stealth wins as high-tech rules battlefield", dans *The Financial Times*, 20 mai 1997.

¹¹ *Diplomatie*. Fayard, 1996, p. 741. Il en donne un exemple : "la prépondérance d'une seule puissance sur l'une des deux grandes sphères eurasiennes - l'Europe ou l'Asie - continue d'offrir une bonne définition du danger stratégique couru par l'Amérique". Kissinger parle aussi du "marché tacite autour duquel l'intégration européenne s'est articulée : l'acceptation par la République fédérale du leadership politique français dans la Communauté européenne, en échange d'une voix prépondérante sur les questions économiques" (p. 749).

¹² Dominique DAVID, "Révolution dans la puissance militaire". *Ramsès 1997*, p. 129.

circonstances n'est en mesure de contester la suprématie américaine. Ce qui importe, c'est d'éviter d'être entraîné dans des conflits locaux ou régionaux.

La puissance peut être définie de façon sommaire comme le pouvoir de peser ici où là dans la société des États. Raymond Aron estimait qu'elle repose sur la combinaison des facteurs suivants : l'espace occupé par les États, le matériau disponible (biens ou hommes) et le savoir permettant de le transformer, la capacité d'action collective (savoir-faire et efficacité des institutions).

L'effondrement de l'URSS vient de montrer à nouveau qu'il n'existe pas de système permanent de la puissance internationale. Dans cette compétition incessante, l'économie occupe aujourd'hui une place prépondérante. Or, l'économie est précisément le champ où le rôle de l'État et la réalité des frontières se sont transformés de façon la plus profonde et la plus évidente. Le pouvoir s'est déplacé des capitales nationales aux capitaux apatrides¹³ guidés par le seul souci du profit et qui circulent pratiquement sans contrainte autre que celles qu'ils s'imposent eux-mêmes. Les gouvernements endettés répondent au moins autant devant les marchés que devant leurs citoyens-électeurs en même temps qu'ils se concurrencent pour attirer les investissements dont dépend la croissance de l'économie. Les échanges économiques internationaux sont de plus en plus l'affaire des grands conglomérats¹⁴ qui ont poussé les gouvernements à libéraliser les échanges toujours davantage.

Dans l'économie mondiale en gestation, dans ce "capitalisme sans capitalistes"¹⁵ ou "socialisme des caisses de retraite"¹⁶ où le capital sera de plus en plus au service du management performant au lieu de lui dicter sa loi, c'est l'information qui constitue le nouvel or noir.¹⁷ On en voit une indication dans les transactions qui bouleversent aujourd'hui le secteur des industries des télécommunications en voie d'intégrer les multimédias par le moyen de conglomérats de moins en moins nombreux et de plus en plus grands.¹⁸ Ce secteur est actuellement le théâtre de trois

¹³ Sans parler du poids croissant des capitaux du crime organisé que l'ONU estime à plus de 1000 milliards de dollars américains par année : c'est l'équivalent du PIB combiné des pays à faible revenu et leurs trois milliards d'habitants. Voir Michel CHOSSUDOVSKY, "La corruption mondialisée." *Géopolitique du Chaos. Manière de voir*, no 33, février 1997. Pierre KOPP, *L'économie de la drogue*. La Découverte, Repères, no 213.

¹⁴ Frédéric F. CLAIRMONT, " Ces deux cents sociétés qui contrôlent le monde", dans *Le Monde diplomatique*, avril 1997. Leur chiffre d'affaires, 7850 milliards \$, représente le tiers du PIB mondial (25 223 milliards \$) et cela ne comprend pas un certain nombre de grandes entreprises privées non cotées en Bourse.

¹⁵ Peter DRUCKER, *Op. cit.* P. 79.

¹⁶ Id., p. 93. En 1965, les actionnaires individuels détenaient 84% des titres des sociétés américaines et les "institutionnels" - assurances, fonds de pension, etc. - en contrôlaient 16% alors qu'ils en gèrent 60% en 1995. Jean-Gustave PADIOLEAU, "Nouveaux capitalismes", dans *Le Monde* du 21 janvier 1997.

¹⁷ Voir Sophie GHERARDI, " L'information, une matière première stratégique ". Compte rendu du Forum sur l'intelligence économique tenu à Paris, le 26 février 1997. *Le Monde*, 18 mars 1997.

¹⁸ Sans parler des mouvements récents opérés par British Telecom, Deutsche Telecom, on peut avoir un aperçu de cette vague de rachats et d'absorptions dans le secteur des médias dans Benjamin BARBER, *Djihad versus McWorld. Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*. Desclée de Brouwer, Paris, 1996, p. 139-140. " Le chiffre d'affaires des industries de la communication , qui était de 100 milliards \$ en 1995, pourrait s'élever dans cinq ans à 2000 milliards, soit environ 10% de l'économie mondiale " : Ignacio RAMONET, "Apocalypse médias" dans *Le Monde diplomatique*, avril 1997. Les exportations américaines dans ce secteur se situent au second rang, juste après les produits de l'aérospatiale.

batailles majeures : celle des entreprises, celle pour le contrôle du contenu et celle pour le contrôle du poste de travail.¹⁹

Dans ce contexte où l'intégration régionale croissante constitue une modalité de la mondialisation, Kissinger pense que l'Amérique restera la plus grande nation, la plus puissante aussi, mais une nation parmi d'autres, *primus inter pares*, qui devra composer avec la montée d'autres centres de pouvoir, en Europe de l'Ouest, au Japon et en Chine.²⁰ Cette vision ne devrait pas nous faire ignorer les facteurs structurels qui font apparaître un net déplacement vers l'Asie du pôle de gravité de l'économie mondiale et donc d'un facteur décisif de la puissance²¹, pas plus qu'on ne peut sous-estimer le rôle croissant des entreprises comme acteurs influents dans l'économie mondiale.

L'identité peut sembler un facteur mineur et secondaire que certains voudraient réduire à sa dimension individuelle. Ce n'est certes pas le cas pour les Japonais, les Américains, les Allemands, les Français, les Israéliens ou les Chinois. Sous des traductions qui ont varié suivant les époques, c'est l'un des ressorts les plus puissants de la vie collective et qui peut devenir, s'il est contrarié de façon excessive, un facteur important de conflits. On n'est pas obligé de croire avec Samuel Huntington qu'on se dirige vers un conflit de civilisations pour reconnaître l'importance de ce facteur dans les rapports avec l'extérieur qui ont été inter-nationaux bien avant d'être inter-étatiques.²²

À cet égard, il est particulièrement instructif d'analyser l'importance qu'attachent les Américains à la promotion de *l'américan way of life* depuis leur entrée sur la scène internationale. Dès 1923, les dirigeants américains se donnaient pour but d'imposer les conditions pour assurer la présence de leur cinéma, et donc de leurs valeurs, en Europe.²³ Aujourd'hui, cette visée a une portée plus générale et constitue l'un des axes majeurs de la politique américaine comme en témoigne le document intitulé "*USA Global Audiovisual Strategy*".²⁴ Avec la puissance des médias et la convergence des industries de ce secteur, cette offensive revêt une importance encore accrue ainsi qu'on le voit par les ressources en jeu.²⁵ Ce qui constitue sans doute, en raison de son impact

¹⁹ Peter MARTIN, "All-out war in cyberspace", dans *The Financial Times*, 3 avril 1997

²⁰ *Diplomatie*, p. 738.

²¹ L'OCDE prévoit dans un récent rapport que la Chine pourrait constituer la première économie mondiale dès 2020 alors que sa production représenterait la moitié des économies des pays industrialisés actuels. À la même époque, le tiers de la production mondiale pourrait être assurée par la Chine, la Russie, l'Inde, l'Indonésie et le Brésil. Guy de Jonquières, "China may lead world output by 2020", *The Financial Times*, 27 mai 1997. Beau sujet de réflexion pour ceux qui pensent que l'Occident reverra les Trente glorieuses...ou qui voudraient le faire croire aux électeurs.

²² "The Clash of Civilizations." Dans *Foreign Affairs*, Summer 1993. Robert KAPLAN estime pour sa part que le monde est passé de la rivalité entre États aux conflits entre cultures. *The Atlantic Monthly*, February 1994.

²³ Charles FORD, *Hollywood Story*. Guy HENNEBELLE, *Quinze ans de cinéma mondial*. Le Cerf, 1975.

²⁴ Jack RALITE cite les principaux points de cette stratégie dans "Cultures à vendre". *Le Monde diplomatique*, février 1997.

²⁵ Le livre de Benjamin BARBER, est éloquent à ce sujet et illustre bien l'interaction entre ce qu'il appelle McWorld et ce qu'il décrit comme Jihad et qui recouvre une partie de l'identité. Voir aussi Armand MATTELARD, *La mondialisation de la communication*. PUF, Que sais-je, no 3181, 1996.

politique, économique et social, l'un des enjeux stratégiques les plus importants pour la diplomatie des prochaines années.²⁶

L'identité est l'une des forces qui jouent dans les deux dynamiques de fusion et de fission qu'on peut observer dans le monde actuel et notamment au cœur des débats qui entourent l'évolution de l'Union européenne. Certains n'hésitent pas à prédire sinon à souhaiter la disparition de l'État nation en imaginant que les besoins d'identité trouveront de nouvelles structures civiles qui s'exprimeront dans des mouvements d'opinion publique sur des sujets particuliers. À moins de suivre ceux qui semblent oublier que l'État doit d'abord assurer la représentation des citoyens et non celle des partis ou des lobbies, il reste difficile de concevoir une autre base que l'État pour assurer l'exercice de la démocratie dans un cadre qui correspond à la communauté de ceux qui veulent vivre ensemble, pour définir l'intérêt commun et pour assurer aux citoyens un certain contrôle sur les décisions qui les concernent à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières. À moins de vouloir réduire l'État à des services fonctionnels qu'ils rendraient comme une ville à ses résidents, comme l'avancent ceux qui annoncent la fin des nations. L'identité nationale n'exclut pas d'autres formes parallèles fondées soit sur la langue, la religion²⁷ ou d'autres sources d'identification et d'appartenance. Il y a là des facteurs d'alliance ou d'opposition qu'il importe de prendre en compte dans la dynamique de l'ère planétaire et qu'on a peut-être rangé trop tôt dans l'arsenal des accessoires.²⁸

Ils ont d'autant plus d'importance qu'ils sont liés aux conditions mêmes de succès. Qu'est-ce donc en effet qui explique la réussite de certains peuples ? Au terme d'un examen systématique de ce qu'il appelle "*le miracle économique*" à travers les siècles, Alain Peyrefitte en vient à la conclusion que le facteur décisif tient à ce qu'il appelle "*la société de confiance*"²⁹. Il est d'ailleurs rejoint par Francis Fukuyama qui en arrive à la même conclusion par une autre voie. On en viendra sans doute à réaliser que la citoyenneté, vécue moins comme un héritage que comme un engagement, constitue bien la clé de voûte qui permettra de dépasser la mondialisation de l'économie pour arriver à l'ère planétaire.

²⁶ Ce sont des considérations de nature stratégique qui poussent les Américains à accorder une telle importance-pragmatique - à l'utilisation de l'anglais dans les secteurs stratégiques que sont l'économie, la recherche, la communication et dans les réunions internationales. Le débat sur l'EBONICS et la montée des hispanophones ont conduit la Chambre des Représentants à voter le 1^{er} août 1996, par 259 contre 169, un projet de loi qui ferait de l'anglais la langue officielle des États-Unis. Voir Robert D. KING, "Should English Be The Law ?" *The Atlantic Monthly*, April 1997.

²⁷ Même si la Guerre du Golfe a démontré que les États-Unis pouvaient jouer certains musulmans contre d'autres, il n'en reste pas moins que l'ambition du monde musulman de constituer une force internationale non négligeable illustre cette dynamique. "The Fundamental Fear." *The Economist*, August 6th, 1994. Paul-Marie de LA GORCE parle pour sa part du "mythe du péril musulman". *Le dernier empire*, p. 147.

²⁸ Fernand DUMONT, en partant de la société québécoise, exprime bien l'actualité irréductible de l'identité dans *Raisons communes*. Montréal, Boréal, 1995.

²⁹ Alain PEYREFITTE, *Du "miracle" en économie. Leçons au Collège de France*. Éd. Odile Jacob, 1995. Et *La société de confiance. Essai sur les origines et la nature du développement*, 1995. Francis FUKUYAMA, *La confiance et la puissance. Vertus sociales et prospérité économique*, 1995. Traduction française, Plon, 1997. Et Peter Drucker : "La citoyenneté, c'est le désir d'aider son pays, de vivre pour son pays. Restaurer pareille motivation est un impératif fondamental pour la société postcapitaliste.... Sans sentiment partagé de citoyenneté, l'entité politique peut être un pouvoir, la seule chose qui maintienne son unité. Mais pour pouvoir agir efficacement, la société postcapitaliste doit ressusciter la citoyenneté. *Op. cit.*, p. 184.

2- La diplomatie de l'avenir et l'avènement de l'ère planétaire

Avant de tenter de voir comment la diplomatie pourra composer avec ces divers facteurs dans le monde en mutation, il peut être utile d'examiner rapidement comment elle s'est exercée dans un passé qui n'est pas encore révolu.

Depuis que le traité de Westphalie (1648) a reconnu la souveraineté des États à l'intérieur de leurs frontières, le principe de non ingérence dans leurs affaires intérieures et aucune autorité au-dessus des États, *l'ordre international a été fondé sur les relations interétatiques*. De sorte que "depuis le Congrès de Vienne (1815), la politique étrangère s'occupe essentiellement de relier les nations entre elles, d'où l'expression "relations internationales" "³⁰.

Lorsque des puissances européennes ont dominé la diplomatie, elles se sont appuyées, en raison de leur environnement et de leur histoire, sur le principe de l'équilibre des forces. En entrant véritablement sur la scène mondiale lors de dernière Guerre mondiale, les États-Unis qui n'ont aucun voisin susceptible de les menacer ont voulu établir l'ordre international suivant leur vision du monde fondée sur la démocratie, la liberté de commerce et le droit international.

Force est de constater que le monde aujourd'hui, comme hier et sans doute demain, n'est régi "ni par la sagesse qui nous dispenserait des conflits ni par le droit qui les interdirait" ³¹ et que les institutions en place ne semblent plus fournir le cadre approprié pour affronter les défis de la nouvelle dynamique mondiale.

Les institutions multilatérales mises en place au XXe siècle et qui voyaient leur efficacité contestée doivent parfois affronter une remise en cause de leur raison d'être depuis la fin de la Guerre froide. L'ONU n'est-elle pas largement réduite au rôle de paravent à la volonté des puissances quand elle n'est pas simple lieu de palabres sans portée? L'OMC qui réussit à lever les obstacles au commerce et à la mondialisation des marchés notamment sous la pression des grandes entreprises, n'empêche pas les plus forts d'invoquer leur intérêt national lorsqu'ils veulent se dispenser de ses règles. Le FMI et la Banque mondiale utilisent leurs fonds pour ramener à la raison du libéralisme économique les pays égarés et endettés. Qui, sur les grands enjeux actuels, se soucie aujourd'hui de l'UNESCO ou du BIT par exemple ? Seule l'OTAN joue un rôle à la hauteur de ses objectifs : il est intéressant de noter qu'elle est dirigée par la seule superpuissance actuelle qui n'est guère disposée à partager ce commandement. Les traités internationaux se sont multipliés et occupent une armée de technocrates. L'essentiel se joue déjà ailleurs, dans les forums informels comme le G7 ou hybrides comme le Forum de Davos, qui se comportent comme des directoires à peine déguisés. Même les "sommets" qui ont proliféré depuis vingt ans, sans être inutiles, semblent accorder plus d'importance à leur aspect médiatique qu'aux discussions entre

³⁰ *Diplomatie*, p. 735. Il constate que l'ordre international né de la paix de Westphalie a duré 150 ans, celui créé par la paix de Vienne (1815) a subsisté pendant 100 ans et que l'ordre caractérisé par la Guerre froide est disparu après 40 ans. Ignacio RAMONET note avec lui "que tour à tour depuis le XVIe siècle, trois puissances, - l'Espagne, la France et l'Angleterre - ont dominé militairement, économiquement et, en partie, culturellement la Terre". "L'empire américain". *Le Monde diplomatique*, février 1997.

³¹ Dominique DAVID. *Ramsès 1997*, p. 49.

chefs de gouvernement, et ils laissent l'impression de n'avoir pas véritablement prise sur les questions qui préoccupent les populations.

Les relations bilatérales donnent encore lieu à des manifestations politiques même s'il faut bien constater que leur portée comme leurs instruments ont perdu beaucoup de leur importance. Les visites officielles cèdent peu à peu la place aux équipées commerciales en quête de médiatisation : on peut s'interroger sur leurs résultats effectifs mais surtout sur leur capacité à traiter des enjeux majeurs réels.³² On n'est peut-être pas loin de se demander, sous la pression des finances publiques, à quoi servent réellement aujourd'hui les représentations diplomatiques.³³

Révéléateur dont plusieurs ne perçoivent pas ou refusent encore l'évidence, on passe d'un ordre international essentiellement occidental à un système véritablement mondial qui s'articulera par l'interaction de grands centres de pouvoirs répartis pour la première fois à l'échelle de la planète. Et parce que les États-Unis, *primus inter pares*, seront incapables d'imposer leur conception du monde à une puissance comme la Chine par exemple, Kissinger estime que ce nouvel ordre devra surgir, comme dans les siècles passés, de la conciliation et de l'équilibre d'intérêts nationaux concurrents.³⁴

Les États-nations continueront à ses yeux à jouer un rôle et il voit cinq ou six "États-continent" constituer les unités fondamentales du système international : les États-Unis, l'Europe, la Chine, le Japon, la Russie et probablement l'Inde.³⁵ Est-ce à dire qu'on reverra le retour à la formation, autour de ces grands pays, de coalitions disparates et rivales comme au XIX^e siècle ?³⁶

Dans le système mondial, on peut sans doute prévoir que les États continueront d'assumer pour l'essentiel leur rôle central lié à la sécurité. On peut toutefois penser que les menaces viendront moins d'un État vers un autre que de nouvelles formes comme le terrorisme, le crime organisé, la croissance démographique ou la dégradation de l'environnement. Il est d'ailleurs instructif de constater que la centaine de conflits armés qui ont éclaté depuis la fin de la Guerre froide sont pratiquement tous des affaires intraétatiques.³⁷

Il est évident que les questions économiques ont aujourd'hui un poids accru dans les affaires internationales : ce n'est pas par hasard que le Président Clinton a mis la sécurité économique sur

³² Une déclaration éloquent pour illustrer ce point : "nos relations économiques bilatérales n'atteignent pas l'intensité et l'excellence de nos relations politiques et culturelles". Jacques Chirac lors de sa visite officielle en Roumanie les 21 et 22 février 1997, cité par *Le Monde*, 23-24 février 1997.

³³ Le rapport *State 2000* publié en décembre 1992 à la suite d'un examen de l'appareil diplomatique américain comporte certaines remises en cause mais sans aller au bout de ses interrogations.

³⁴ *Diplomatie*, p. 734.

³⁵ *Id.*, p. 15. Mais n'est-ce pas là s'en tenir à une vision trop liée à la diplomatie interétatique classique ?

³⁶ *Le Monde*, 9-10 février 1997.

³⁷ Jessica T. MATHEWS, "Power Shift". *Foreign Affairs*, Jan.-Feb. 1997. Les problèmes en ex-Yougoslavie, au Rwanda, au Zaïre et en Albanie, avec des variantes locales, n'illustrent-ils pas une tendance qui verrait, avec l'effacement de l'État, les conflits prendre leur source dans les questions ethniques, écologiques, démographiques ou économiques ? Voir Robert KAPLAN, *The Ends of the Earth : A Journey at the Dawn of the 21st Century*. Random House, 1997. Cité par Bruce CLARK, "De l'ordre au chaos et retour ?" traduit du *Financial Times* dans *Courrier international* no 333, du 20 au 26 mars 1997.

le même pied que la sécurité militaire. "Cette grande puissance, soudain privée d'ennemis, s'est remobilisée dans le cadre de la guerre économique".³⁸

L'importance de l'économie à l'ère de la mondialisation donne lieu à un rôle grandissant de ces acteurs que sont les entreprises multinationales.³⁹ Les grands conglomérats disposent aujourd'hui des moyens d'obtenir non seulement des conditions favorables à l'expansion de leurs activités sans frontière, mais peut-être surtout de faire prévaloir leur vision du monde centrée sur la primauté du marché qui signifierait " la fin de l'Histoire " ou la fin des idéologies que croyait pouvoir diagnostiquer Francis Fukuyama.⁴⁰ À tel point que certains qui craignaient naguère que ces multinationales ne deviennent un instrument de certains gouvernements redoutent maintenant qu'elles ne se désintéressent de l'intérêt national de leur pays d'origine. Le libéralisme est aujourd'hui sans adversaire autre que lui-même. Sans céder ni au fatalisme ni au prophétisme, on ne saurait ignorer les risques d'une révolte sociale qui pourrait forcer les gouvernements - européens notamment - à devoir remettre en cause les règles d'un système qui compromet un équilibre acquis de haute lutte contre l'ultralibéralisme du XIXe siècle qui avait provoqué la montée du marxisme.⁴¹ Se pourrait-il qu'une rupture du contrat social entre capital et travail marquant le retour du capitalisme sauvage n'entraîne une rupture : que "trop de marché tue le marché" ?⁴²

Parallèlement à cette montée en puissance des acteurs économiques dans le jeu international, on peut observer l'arrivée de nouveaux acteurs et notamment les ONG qui exercent une influence croissante dans plusieurs domaines, comme l'environnement, pour ne citer que le plus évident.

³⁸ Sophie GHERARDI, "L'information, une matière première stratégique". *Le Monde*, 18 mars 1997.

³⁹ L'ancien sous-secrétaire américain au Commerce international, Jeffrey E. GARTEN, estime que les rapports entre commerce et politique étrangère qui ont toujours été très étroits aux États-Unis, le deviendront encore davantage. Il propose de le reconnaître et de fixer un cadre à leurs rapports. "Business and Foreign Policy", dans *Foreign Affairs*, Vol 76, no 3, mai-juin 1997.

⁴⁰ Drucker estime pour sa part que la fin du marxisme marque la fin d'un certain type d'histoire, d'une époque qui met le point final à 250 ans dominés par la croyance séculière au "salut par la société" dont le premier prophète fut Jean-Jacques Rousseau. *Op. cit.*, p. 14.

⁴¹ Le mouvement déclenché par la fermeture de l'usine Renault la plus performante en Europe pourrait bien être annonciateur d'une révolte qui pourrait se répandre quand on finira par constater que l'État providence n'est plus en mesure de compenser le chômage et que la montée de l'Asie est irréversible et ne peut plus être oubliée dans un consumérisme devenu sans moyens. Il n'est pas inintéressant de noter qu'un livre récent présente une critique d'inspiration marxiste renouvelée du capitalisme actuel : William GREIDER, *One World, Ready or Not : The Manic Logic of Global Capitalism*. New York, Simon & Schuster, 1997. Walter Russell MEAD, "Roller-Coaster Capitalism" en présente une critique dans *Foreign Affairs*, 76.1, janv.-feb. 1997, et Lester THUROW, "The Revolution Upon Us" fait de même dans *The Atlantic Monthly*, mars 1997. Dans cet article, Thurow se demande si les démocraties permettront indéfiniment que les peurs mal inspirées des directeurs des banques centrales non élus limitent la croissance de façon qui détruisent à la fois le système économique et la démocratie elle-même. Avant même de connaître les résultats des élections législatives en France, *The Financial Times* se demandait dans un éditorial du 27 mai 1997 intitulé "A warning from France" si l'on ne se dirige pas vers une impasse politique plus profonde et une frustration populaire grandissante devant l'incapacité des politiciens des courants principaux de pouvoir réconcilier le rôle de l'État avec les pressions des marchés internationaux, d'où le risque pour l'Europe et l'EMU.

⁴² Erik IZRAELEWICZ, "Où va le monde ?" *Le Monde*, 19 mars 1997. Il note que les économistes sous influence anglo-saxonne s'intéressent actuellement à l'âge d'or et aux théories de la croissance alors que d'autres européens, français notamment, se penchent sur les grandes crises du passé.

Dans cette période de mutation et de recomposition où tout est lié, où l'incertitude a remplacé la capacité de prévoir, on est donc conduit à constater que "les rapports de puissance ne s'expriment plus selon le triptyque sacré, central ces deux derniers siècles : politique - État - guerre".⁴³ Ce qui amène Ignacio Ramonet à parler de "géopolitique du chaos".⁴⁴ Et Henry Kissinger à estimer que la substance, la méthode et, surtout, le champ des relations internationales sont radicalement transformés.⁴⁵

Cette mutation centrée autour de la deuxième révolution de l'information marquerait-elle donc, par le passage d'un système international à un système mondial, l'avènement d'un nouvel "âge impérial"⁴⁶ qui imposerait ses caractéristiques pour chacun des trois enjeux majeurs :

Une paix impériale sous l'égide de la superpuissance américaine, "dernier empire" qui arriverait à contenir les conflits à des dimensions régionales ou locales et à leur rôle ancien de sélection des gagnants ?

Un marché impérial livré aux entreprises, guidées par le profit et qui réclament les moyens technologiques et financiers d'agir à l'échelle planétaire dans un cadre qui se résumerait à des règles favorisant la libre circulation des produits et des services : elles exerceraient ainsi pour leur compte "l'ancien pouvoir royal de détruire le système féodal des nations".⁴⁷

Une liberté impériale du "citoyen du monde", soustrait de l'exercice de la souveraineté de l'État sans prise suite à l'effacement des frontières, habile à naviguer dans un univers aux codes uniformisés et à établir les relations souhaitées, créant autant de réseaux virtuels où le seul horizon laissé à l'action serait local et à court terme. Fin des nations, avènement de la communauté virtuelle où la liberté devient illimitée à la condition d'être sans prise sur son destin et où toute identité collective serait réduite à son caractère virtuel et passager. Des libertés mais la fin de la démocratie. Des "netizens" et des consommateurs mais plus de sujets.⁴⁸

Cet âge impérial est-il inéluctable ? Il n'est peut-être pas improbable lorsque l'on voit l'État, déjà privé de l'assise territoriale lui permettant d'exercer certains éléments importants de sa souveraineté, partout dépouillé de ses attributs des dernières décennies - État providence, État entrepreneur, État régulateur, "méga-État"...-, acculé à se replier sur des tâches de remise en ordre domestique, entraînant le désenchantement des citoyens privés de sens, sans autre perspective,

⁴³ Dominique DAVID. Dans *Ramsès 1997*, p. 51

⁴⁴ La planète des désordres. *Manière de voir*, no 33, février 1997.

⁴⁵ *Diplomatie*, p. 736.

⁴⁶ C'est l'expression qu'emploie un diplomate français pour décrire l'âge postnational. Dans une analyse particulièrement originale et radicale, il a attiré l'attention de *The Economist* au point où ce magazine, faisant une exception signalée pour un ouvrage non écrit ou traduit en anglais, a mentionné la parution de son livre. Jean-Marie GUÉHENNO, *La fin de la démocratie*. Flammarion, 1993. "The Future, in French." *The Economist*, Oct. 23-29, 1993.

⁴⁷ GUÉHENNO, p. 153.

⁴⁸ Il est instructif de lire la "déclaration d'interdépendance envers le monde en 2005" publiée en annexe au livre de K. OHMAE, *The Borderless World : Power and Strategy in the Interlinked Economy*. NY, Harper Business, 1990 et qui appelle l'État-nation à participer à sa propre liquidation. Citée par Benjamin BARBER, *Djihad versus McWorld*, p. 147. Le professeur Henry MINTZBERG a été l'un des premiers à dénoncer le fait que l'État en était venu à traiter les citoyens comme clients en oubliant qu'ils sont d'abord les sujets de la souveraineté.

sans autre espoir que celui de la croissance économique.⁴⁹ Le monde qui s'ouvre avec le XXI^e siècle marquerait-il donc le retour à la loi du plus fort, ne laissant au jeu politique d'autre objet que la préservation de la règle du jeu, "seul standard agréé de fonctionnement d'une société sans but"⁵⁰ Simple déficit démocratique, "démocratie du dollar"⁵¹ ou disparition du politique réduit à se cramponner sur la projection de l'image du pouvoir pour tenter de dissimuler pendant quelque temps encore le vide qui se cache derrière l'écran ?

Y a-t-il d'autre choix que le repli sur le passé et la résignation à un changement qu'on ne pourrait infléchir ?

Les dénonciations apocalyptiques de la mondialisation ne traduiraient-elles pas surtout, par delà une critique souvent fondée, la difficulté d'appréhender la mutation en cours dans toutes ses dimensions, nous privant du même coup d'un cadre utile à l'action ? N'est-il pas plus utile de reconnaître que l'économie est l'une des dimensions fondamentales de la société et que l'expansion des affaires à travers les frontières constitue l'une des forces les plus puissantes de la période actuelle ? De voir la mondialisation comme le phénomène qui signale l'émergence d'une réalité nouvelle, le monde lui-même. De composer avec cette force redoutable mais de faire en sorte qu'elle ne soit pas la seule à façonner une ère nouvelle, que l'on pourrait appeler *l'ère planétaire*, pour bien marquer qu'elle ne saurait être réduite à la mondialisation de l'économie.

Évitant de répéter l'erreur d'analyse de Marx qui enfermait l'homme unidimensionnel programmé par les rapports de production dans une sorte de déterminisme historique, reconnaissant que l'avenir sera largement forgé par l'intelligence et l'effort humain, on se donnera peut-être le moyen de comprendre que la "société postcapitaliste" de l'ère planétaire doit être construite par l'interaction nouvelle des diverses forces qui vont exprimer la diversité des intérêts en présence. Peter Drucker a commencé à analyser les bouleversements radicaux, déjà manifestes dans la sphère économique, mais non moins importants pour les autres organisations publiques et privées. La société civile comme les pouvoirs publics pourront ainsi dépasser le stade de la critique stérile pour s'inspirer du dynamisme des acteurs économiques et s'engager résolument dans la **construction de l'interdépendance qui constitue le véritable défi de l'ère planétaire**. En opposant à la tentation d'hégémonie la responsabilité partagée au service du bien commun.⁵²

Dans ce passage du système international au système mondial, ou plutôt dans cette mutation qui conduit de la société industrielle à l'ère planétaire, est-il possible de trouver un concept opératoire qui permettra d'agir efficacement dans cette nouvelle dynamique ?

On ne peut le faire, face à une mutation aussi radicale, sans repenser en profondeur le rôle de l'État, ses relations avec les autres États et sans le situer parmi les nouveaux acteurs : en perdant le rôle quasi exclusif qu'il a exercé dans la conduite des relations internationales pendant les derniers siècles, pourra-t-il continuer à assurer un leadership responsable ? On peut penser que la

⁴⁹ Michel BEAUD, "Le basculement du monde." *Le Monde diplomatique*, octobre 1994.

⁵⁰ Jean GHÉHENNO, *Op. cit.*, p. 97.

⁵¹ L'expression est de Jamin B. RASKIN, "Dollar Democracy", *The Nation*, 5 mai 1997.

⁵² Voir Riccardo PETRELLA, *Le Bien commun. Éloge de la solidarité*. Éd. Labor, Bruxelles, 1997. Et aussi John K. GALBRAITH, *Pour une société meilleure : un programme pour l'humanité*. Trad. fr., Paris, Seuil, 1997.

diplomatie n'a d'avenir que dans la mesure où elle parviendra à donner un sens et une portée réelle à la gestion de l'interdépendance qui ne se réduise pas à de simples règles fonctionnelles mais donne consistance et vie à des principes qui remettent l'Homme au centre du monde, comme à la Renaissance. Qui s'appuie non sur la loi du plus fort ou sur la logique guerrière (gagnant-perdant), mais sur des valeurs humaines fondamentales comme la liberté, l'ouverture, la réciprocité, l'égalité, la responsabilité. Est-ce trop idéaliste de penser que pour accepter une économie marchande policée, il n'est pas requis de désespérer de l'humanité ?

Pour trouver une clé utile pour l'action dans ce contexte, ne faut-il pas alors se demander **quel est le facteur central autour duquel s'organisent désormais la quête de puissance et les nouveaux rapports d'interdépendance étendus à l'échelle planétaire ?**

S'il s'avère que dans la société dans laquelle nous sommes déjà entrés, le facteur de production décisif ne sera ni la terre, ni le travail, ni le capital, mais **le savoir, il faut considérer que c'est l'information qui est devenue la matière première stratégique.**

Les enjeux stratégiques liés naguère au territoire ou aux matières premières concernent désormais la maîtrise du savoir et de ses applications. Voilà qui comporte des changements radicaux pour le domaine militaire où cette maîtrise confirme la suprématie américaine comme on l'a dit plus haut. Cela n'est pas moins vrai pour l'économie, pour la culture, pour la société, pour l'individu. On comprend mieux alors pourquoi les grands mouvements de concentration d'entreprises concernent de plus en plus le secteur des multimédias (télécommunications, informatique, audiovisuel) en voie d'intégration. Ne verra-t-on pas ainsi réunies, sans conspiration mais par la seule logique de la concurrence marchande, les conditions qui pourraient imposer une sorte de totalitarisme par défaut, cybermonde atomisé, empire de l'argent et monopole culturel ?

La démocratie peut-elle encore s'exercer réellement dans un tel contexte ? les collectivités peuvent-elles trouver dans leur identité commune le fondement permettant de définir le bien commun et les moyens d'assumer la responsabilité de le promouvoir ? **Voilà sans doute la question au cœur de l'avenir de la société de l'ère planétaire.**

Dans la société du savoir, les frontières seront de plus en plus définies par la volonté de vivre ensemble, par la capacité de séduire et de retenir ceux qui se sentiront épaulés et performants dans une collectivité dynamique et ouverte. Dans ce contexte où, dans le domaine politique, culturel et social pas plus que dans celui de l'économie, plus rien n'est acquis, les jeux de puissance deviennent une conquête de tous les instants.

Quel sera donc le rôle de l'État dans cette nouvelle dynamique planétaire, parmi d'autres acteurs, face à de nouveaux enjeux et devant composer avec des instruments inédits ? Devenu trop petit pour agir seul (ce qui vaut même pour les grandes puissances), perdant sa légitimité s'il ne parvient pas à agir de façon efficace au bénéfice du bien commun, l'État devra se concentrer sur ce qu'il doit faire le mieux : constituer au niveau de chaque communauté qui veut vivre ensemble, le lien de citoyenneté, le lieu de cohésion et de responsabilité (la société de confiance !), assurer la

prise en compte du long terme,⁵³ et inventer les nouveaux instruments permettant de construire l'interdépendance dans le contexte de la mondialisation, en remettant le bien commun à la place centrale. De même que dans l'économie mondiale, les actionnaires institutionnels se sont donnés les moyens de faire valoir leurs intérêts en obligeant le management à la performance, il faudra sans doute que les citoyens obligent l'État à les représenter pour faire droit à leurs intérêts et non seulement à satisfaire les besoins légitimes des entreprises et à tenir compte du pouvoir des lobbies. Ce qui implique de s'écarter de la pratique qui consiste à conduire des négociations en secret, à préparer des traités internationaux à l'abri de tout débat réel pour ensuite les faire ratifier en ayant recours au marketing pour les vendre aux populations concernées.⁵⁴

C'est dire que la responsabilité dans l'aménagement de l'interdépendance - la tâche essentielle de la nouvelle diplomatie -, se situera au cœur même du mandat que l'État devra assumer dans ce nouveau contexte s'il veut assurer l'exercice de la démocratie et lui donner la place centrale qui lui revient dans l'édification de l'ère planétaire.

On a pu affirmer que l'histoire de la diplomatie se confondait avec la dévalorisation du savoir des autres. Dans l'ère qui s'ouvre, alors que la forme moderne de la puissance reposera sur la diffusion de l'information et non plus sur sa rétention, c'est moins le savant que le réseau qui devient important. Ce qui détruit les pyramides traditionnelles du pouvoir et ouvre à tous, petits et grands, des opportunités inédites. Alors que tout est lié, comme jamais auparavant, l'avenir et la responsabilité de l'État tiennent à sa capacité d'assurer le fonctionnement des nouveaux processus qui vont assurer l'articulation de la logique marchande et des autres logiques fondamentales pour la vie dans une société qui, à l'échelle planétaire, ne saurait être que pluraliste.

Une fois compris qu'il est illusoire de penser gouverner, à la manière de l'ONU idéalisée, un monde composé de plus de deux cents pays comme il est impossible aux transnationales de réduire l'ordre mondial aux règles d'un marché autorégulé, une fois dissipée l'illusion d'une "démocratie de marché", une fois reconnus les dangers et les limites d'une sorte de directoire des grands ou d'une sorte d'hégémonie douce de la seule superpuissance actuelle⁵⁵, en acceptant que les relations bilatérales ne suffisent plus à répondre aux défis nouveaux, il faudra inventer les voies de la diplomatie nouvelle qui permettra de répondre aux enjeux majeurs, de composer avec la mondialisation et de tenir compte des impératifs de l'identité et du bien commun. Cela implique de

⁵³ "S'il faut reconnaître au capitalisme un défaut, c'est sa vision à court terme; lorsque le gouvernement cesse de se soucier d'avenir, plus personne ne s'en préoccupe." Lester B. THURLOW, cité dans *Le Monde* du 17 novembre 1992. "Capitalism is myopic and cannot make the long-term social investments in education, infrastructure, and research and development that it needs for its own future survival. "The Revolution Upon Us." *The Atlantic Monthly*, Vol. 273, no 3, p. 100.

⁵⁴ Parmi de nombreuses critiques de cette raison bureaucratique, de ce fédéralisme qui dévalorise le politique, Paul Thibaud présente un plaidoyer convaincant pour la restauration du politique, dans *Et maintenant...Contribution à l'après-mitterrandisme*, Paris, Arléa, 1995.

⁵⁵ L'appétit de puissance étant illimité, certains pourraient rêver d'un ordre mondial américanisé : "Il ne faut pas oublier que ce sont les Etats-Unis qui façonnent la légitimité des solutions sur le plan international. Nous sommes vraiment en position de dire, notamment à un certain nombre de pays amis, ce que nous voulons voir se produire et, le cas échéant, d'indiquer quel sera le prix à payer s'il n'en va pas ainsi". L'ancien diplomate américain Chester CROCKER dans le journal belge *Le Soir* du 8 mai, cité par Janette HABEL, "L'OMC, ou la déraison du plus fort". *Le Monde*, 23 mai 1997. Malgré tout le poids qu'ils représentent, les Etats-Unis ne seront pas en mesure d'exercer de façon durable "le pouvoir de légiférer pour l'ensemble de la planète".

réformer radicalement et peut-être même de dépasser le système multilatéral établi en fonction des enjeux de la Guerre froide et inadapté au monde ouvert de l'âge planétaire; cela signifie que les rapports bilatéraux devront être conçus et gérés dans une perspective plus large comme tentent de le faire, non sans difficulté, les pays de l'Union européenne. On ne peut continuer à gérer les "relations internationales" comme à l'époque révolue du système interétatique. Il faut donc *mettre en place un modèle radicalement nouveau et prospectif permettant aux différents acteurs, qui ne seront plus seulement des États souverains, d'y jouer leur rôle de façon articulée et responsable.*⁵⁶

Les formes que pourraient prendre ces nouveaux rapports entre les divers acteurs publics et privés, le type d'organisation décentralisée adaptée à la société postcapitaliste planétaire, ce seront celles des **alliances à géométrie variable**. Définies en fonction d'intérêts majeurs partagés, initiées tantôt par les pouvoirs publics, tantôt par des acteurs privés, ces alliances n'obéiront plus aux clivages traditionnels. Elles fonctionneront suivant le principe des réseaux, sans hiérarchie, mais en vivant de l'apport spécialisé de chacun, et leur durée sera assurée par la capacité de mobiliser les ressources de façon efficace au service d'objectifs et de projets communs. Il ne s'agira pas forcément d'institutions formelles mais plutôt de partenariats hybrides, de type contrat fonctionnel, ouverts à tous ceux qui veulent relever ensemble les défis liés aux enjeux comme l'environnement, la production multimédia, l'établissement de cadres d'échanges fondés sur la réciprocité, etc. Elles tireront enseignement de la pratique des entreprises transnationales⁵⁷ tout en préservant la responsabilité et le rôle effectif de chaque partenaire dans le souci du bien commun. À l'unicité (temporaire) du centre de puissance militaire répondra l'émergence de plusieurs centres définis autour des divers enjeux de puissance et d'identité.

La carte du monde à venir, dans la mesure où l'on pourra encore parler de carte, ressemblera peut-être à la description que tentait d'en faire Robert Kaplan : un hologramme en trois dimensions où l'on "verrait les sédiments de groupes et d'autres identités s'entrecroisant et surmontant les symboles colorés et en deux autres dimensions des cités-États et des pays survivants; eux-mêmes brouillés en certains endroits par l'ombre de tentacules flous flottant au-dessus de l'ensemble et correspondant à la puissance des cartels, des mafias et des agences de sécurités privés. À la place des frontières, il y aurait des centres mouvants de pouvoir, comme au Moyen-Âge. Ces couches seraient mobiles en grande partie. Au lieu de lignes fixes et brutales tracées sur une surface plane, on trouverait un schéma changeant d'entités tampons..."⁵⁸

Puisque le savoir offre des possibilités nouvelles à tous les pays, ces nouvelles formules permettront à tous, petits ou grands, de jouer un rôle et d'assurer leur place dans cette dynamique internationale radicalement nouvelle. En même temps, par un étrange paradoxe, parce que la

⁵⁶ Klaus KINKEL, l'actuel ministre fédéral allemand des affaires étrangères, estime qu'à l'époque où il n'est plus possible de poursuivre avec succès ses intérêts nationaux, que ce soit en solitaire ou dans des alliances changeantes, l'Union européenne pourrait constituer un modèle nouveau de politique internationale. "L'Europe à mi chemin." *Le Monde*, 25 mars 1997

⁵⁷ Il est intéressant de noter que dans une publicité qui se déployait sur 3 pages du *Financial Times* du 17 avril 1997, pour souligner sa capacité d'agir à l'échelle mondiale, la firme CHASE définit et met en évidence sa maîtrise de la relation : "The right relationship is everything".

⁵⁸ Robert KAPLAN, "The Coming Anarchy", *The Atlantic Monthly*, Feb. 1994. Extrait traduit dans *Courrier International* no 333, du 20 au 26 mars 1997.

maîtrise du savoir repose sur la maîtrise de la langue, on en viendra à réaliser de nouveau, à moins de céder à une hégémonie qui ne saurait durer à supposer qu'elle puisse s'installer, que les enjeux culturels, et donc le pluralisme, se trouvent véritablement au cœur des rapports mondiaux comme ils se situent au cœur de la vie en société. Parce qu'ils constituent la clé du dynamisme et du succès.

Cette nouvelle dynamique internationale comporte des *changements radicaux dans la pratique de la diplomatie*. Le temps des plénipotentiaires a disparu avec les avions; celui des informateurs avec le déploiement de l'information instantanée et même celui des espions n'est plus reconnaissable. La diplomatie ne doit plus être identifiée à la pratique des relations formelles et des négociations de technocrates; faute de se consacrer à ses nouvelles responsabilités, elle ne parviendra pas à prouver son utilité dans un rôle de courtier commercial. Elle ne peut se limiter à gérer la réaction à l'événement. Elle doit être redéfinie et pratiquée comme l'intelligence des enjeux de l'âge planétaire et des interactions qui l'animent, l'anticipation, la maîtrise des réseaux d'information et de relations, le jeu des influences et des contre-influences et la capacité d'agir de façon efficace en fonction d'objectifs stratégiques bien identifiés. Les diplomates joueront un rôle clé dans la stratégie des nouvelles alliances, dans l'établissement et le fonctionnement des nouveaux réseaux hybrides qui se formeront autour des enjeux majeurs. "L'art de l'association devient la science-mère", disait déjà Tocqueville.⁵⁹ On pourrait dire, en lui donnant une définition élargie, qu'il devient l'art de la diplomatie de l'avenir.

3- La diplomatie des petits pays : prendre l'initiative sur le terrain de l'avenir

"Les ateliers de l'histoire mondiale ne se trouvent pas en général dans les petits États. Affaiblis dans leur conscience nationale, acculés à la dépendance, ces pays sont souvent dans l'ignorance de ce que sont les forces déterminantes de l'Histoire".⁶⁰

Est-il inévitable que "les petits pays soient mis devant le fait accompli et doivent "subir" des décisions prises par d'autres, en réalité par les "grands", dans le cadre d'institutions multilatérales"?⁶¹ Pourtant, chaque pays, petit ou grand, doit affronter les mêmes défis du prochain siècle : comment parvenir à rester dans la course, à assurer son développement tout en confortant son identité ?

⁵⁹ Alexis de TOCQUEVILLE, De la démocratie en Amérique. II, II, 7

⁶⁰ Béla KADAR. "Avant d'intégrer l'Europe, mettons fin à notre désintégration." *Magyar Hirlap*. Traduit dans *Courrier International* no 328, du 13 au 19 février 1997. Il peut être instructif de rapprocher cette phrase de ce qu'écrivait Henry Kissinger qui parle des "éclats ethniques des empires en voie de désintégration... obsédés par des griefs historiques et une quête séculaire d'identité, ils s'efforcent essentiellement d'avoir le dernier mot dans des rivalités ethniques anciennes. L'ordre international dépasse de beaucoup leur champ d'intérêt et souvent leur imagination. Comme les États secondaires pris dans la guerre de Trente Ans, ils veulent préserver leur indépendance et accroître leur puissance, sans se soucier de considérations internationales". *Diplomatie*, p. 736. Il pense à l'ex-Yougoslavie et à l'Union soviétique. Certains pourraient être tentés de faire un rapprochement malveillant avec le Québec...

⁶¹ Luc ROSENZWEIG, Les avanies des petits pays dans la grande Europe. *Le Monde*, 25 mars 1997

Pour réussir dans le contexte de la mondialisation, pour s'affirmer comme acteurs de l'âge planétaire, face au "marché impérial", les petits ne disposent pas des mêmes atouts ni des mêmes instruments que les puissants. Il leur faut donc compter avant tout sur l'intelligence, la vision et la détermination.

L'intelligence : comprendre que l'enjeu stratégique pour l'avenir, c'est de parvenir à gérer son interdépendance. Or, si l'on n'échappe jamais complètement à son histoire ni à sa géographie, il faut savoir tirer profit des opportunités inédites qu'offre l'avènement de la société et de l'économie du savoir et de l'effacement des frontières : le pouvoir d'agir n'est plus lié à la possession de matières premières ou à la seule situation géographique mais à la capacité de rendre le savoir productif.

La vision : choisir de fonder son avenir et son développement sur les lignes de force de la société du savoir, c'est-à-dire sur la maîtrise des connaissances et de ses applications, ce qui représente un enjeu global (politique, économique, culturel et social) qui s'adresse aussi bien aux entreprises, aux individus qu'à l'État. Pour l'État, le succès sera assuré par sa volonté et sa capacité d'investir dans l'éducation, la recherche-développement et les infrastructures nécessaires à la croissance des industries du savoir. Il doit donc développer les partenariats structurels indispensables à cette fin.

La détermination à agir de façon stratégique. C'est-à-dire prendre les décisions, grandes et petites, en fonction de l'établissement et du développement des alliances qui vont permettre d'affronter les défis de l'avenir, grâce à la collaboration avec les autres centrée sur les enjeux majeurs et les objectifs poursuivis en commun. De même que les entreprises doivent vivre des transformations radicales dont on peut observer l'ampleur pour faire face au fait que la substance de l'économie a changé avec l'arrivée du "capitalisme d'information", l'État devra pour sa part recentrer ses fonctions et son organisation en fonction des impératifs de la société postcapitaliste planétaire.

Dans ce contexte, même si les questions de politique internationale ne semblent pas encore représenter un enjeu électoral de première importance (sauf en cas de drame militaire ou de crise internationale majeure), même si les questions liées à la construction européenne par exemple n'arrivent pas à trouver un écho durable dans les populations concernées, on peut penser que la seule façon de pouvoir maintenir ou rétablir l'autorité de l'État viendra de sa capacité à faire saisir les enjeux de la nouvelle dynamique internationale et à assurer le leadership qui permettra d'assurer la promotion des intérêts nationaux (y compris de l'identité) dans ce nouveau cadre.

Les petits pays ne sont pas des acteurs en matière de sécurité ? À l'ère de la domination américaine, peu de pays ont une capacité d'influence géostratégique. Mais si les tenants de la libéralisation des échanges peuvent soutenir que le commerce favorise la démocratie ou même les droits de la personne, on peut sans doute penser que la prévention d'un certain nombre de conflits pourrait être facilitée par l'établissement des alliances structurelles hybrides destinées à permettre des actions communes autour d'intérêts majeurs partagés, dans un monde où les rivalités économiques pourraient reprendre une acuité nouvelle et où les enjeux environnementaux par exemple pourraient en venir à constituer des enjeux d'importance vitale.

Par rapport aux enjeux de la puissance et de l'identité, les petits pays doivent tous faire face aux défis du prochain siècle.

Or, pour l'avenir, il s'agit bien d'arriver à concilier les impératifs de la logique du marché, ceux de la logique de la "res publica" comme lieu d'expression de la démocratie responsable et de la recherche du bien commun - la société de confiance -, et les exigences de la logique de l'identité indissociable de la vie en société et de la trame culturelle.

Au lieu d'attendre que s'établisse un nouveau cadre défini par d'autres, les petits pays pourraient commencer à élaborer les conditions qui favoriseraient l'ouverture, la réciprocité et l'action en commun de ceux qui désirent prendre part aux alliances qui leur permettront de relever ensemble ces défis qui concernent à la fois les peuples et les économies. On pourrait ainsi fournir l'exemple concret de recherche de solutions nouvelles adaptées aux nouveaux défis qui rejoignent ceux des autres. En fait, dans le monde actuel, ces pays n'ont d'autre choix que de chercher à le faire avec les autres, c'est-à-dire par la diplomatie. Ce qui exige de nouvelles initiatives pour assurer son développement dans un contexte d'interdépendance. À moins de se résigner à ce que les autres le fassent pour lui et suivant leurs intérêts...

Dans cette perspective, le fait que l'aspect formel et interétatique perde de son importance dans les affaires internationales, le fait que de nouveaux acteurs s'inscrivent sur la scène internationale, et que la diplomatie de l'avenir lie, comme jamais auparavant, politique, économie, culture, société, écologie, fournissent un contexte éminemment favorable dans lequel les petits pays pourraient, s'ils le veulent et s'ils en prennent les moyens, innover et *s'illustrer comme leaders de la nouvelle diplomatie*.

Cela à trois conditions :

D'abord reconnaître effectivement que la contribution à l'aménagement de l'interdépendance constitue l'une des responsabilités les plus fondamentales de l'État, - quelles que soient les formes que prendront la souveraineté et l'aménagement des souverainetés ! - à l'ère planétaire.

Accorder par conséquent à la diplomatie renouvelée (non plus celle des rapports diplomatiques formels de l'âge étatique) le rôle central dans la conduite de l'État s'il veut pouvoir représenter et servir ses citoyens de façon efficace dans le nouveau contexte. Cela implique de remettre au cœur des débats publics les enjeux majeurs de la souveraineté et de l'interdépendance.

Enfin, prendre les moyens pour sortir du piège des anciennes formules (diplomatie interétatique des ententes, recherche de la médiatisation, rôle de courtier commercial, gestion des participations et des missions, coordination formelle...) : la mutation actuelle exige une métamorphose radicale de la conduite et de la pratique de la diplomatie. Nul n'est maître de l'agenda international, mais cela ne justifie pas de se limiter à ce que la gestion au jour le jour tienne lieu de politique et de se condamner à se faire conduire par l'événement.

Plus que jamais, il est impératif de bien définir quels sont ses intérêts vitaux dans le nouveau contexte et de pouvoir les articuler avec les intérêts vitaux des autres. Il faut donc, plus que jamais, agir de façon stratégique. C'est-à-dire avec intelligence, vision et détermination.

Comment préparer l'avenir dans cette période de mutation qui, poussée par l'innovation technologique, va conduire, par delà la mondialisation de l'économie, à ce que l'on pourrait appeler l'ère planétaire ? Peut-on penser qu'à l'exemple de ce qu'on peut observer aujourd'hui dans le domaine de la sécurité ou à l'instar du phénomène de formation de grands conglomérats financiers-industriels, le monde qui vient sera celui de l'hégémonie des grands ne laissant aux autres que la résignation et la soumission à leurs décisions ? Rien n'est moins assuré. L'unique superpuissance militaire actuelle ne pourrait, malgré ses énormes moyens, assurer de façon durable la sécurité du monde sans le concours responsable des autres. De même, dans l'économie fondée sur la maîtrise du savoir, on finira par s'apercevoir que le savoir qui exige déjà pour son apprentissage des organisations performantes en a encore davantage besoin pour se traduire en savoir faire : la performance d'une organisation est étroitement liée au *savoir-être*. Pour être efficace, l'économie a aussi besoin d'un État performant, recentré sur ses fonctions centrales et capable d'exprimer la volonté d'être ensemble et d'agir avec les autres dans le monde dont la complexité grandissante et la pluralité irréductible rendent utopique tout rêve d'hégémonie.

En fait, l'issue de la mutation en cours n'est déterminée par aucune fatalité. Elle dépend du jeu des acteurs en présence et de leur capacité d'inventer les réponses appropriées aux nouveaux défis. Dans le monde "glo-cal"⁶² qui vient, le pouvoir se situera aux deux extrémités, exercé par ceux qui auront les moyens d'agir à l'échelle globale et par ceux qui peuvent répondre aux exigences locales. Le lien opérationnel, le lieu du pouvoir, se situera dans la capacité de concevoir et de susciter les réseaux qui permettront à chacun de jouer son rôle et d'y trouver la réponse aux défis qu'il doit affronter.

Dans l'immédiat, les responsables politiques se trouvent devant un défi difficile : comment concilier les exigences du court terme qui les confinent à des préoccupations domestiques avec celles du long terme qui leur permettront d'assurer l'avenir de leur société dans la nouvelle dynamique ? Défi d'autant plus difficile que pendant une période indéterminée, on va évoluer dans un monde qui verra la coexistence plus ou moins tranquille de l'ancien et du nouveau monde. Où les acteurs qui ne sont pas contraints comme les entreprises par l'obligation de résultats, inconscients du fait que nous vivons un mouvement de plaques tectoniques, peuvent entretenir l'illusion de pouvoir s'en sortir par des aménagements cosmétiques à la situation passée, se condamnant à se retrouver brusquement dans un monde qui se sera fait sans eux.

⁶² Inspiré du néologisme "glocalisation" inventé par un Japonais pour décrire le phénomène où l'homme doit penser globalement mais ne peut agir que localement, et repris par Riccardo Petrella.

Or s'il est une certitude, c'est que dans le processus en cours, les gagnants seront ceux qui auront saisi la nouvelle dynamique et réussi, avant les autres, à agir en fonction de ses nouvelles données. C'est-à-dire trouver dans la légitimité que seule peut conférer la démocratie la capacité d'aménager l'interdépendance au bénéfice de tous. Ce rôle n'est pas réservé aux grands,⁶³ il pourrait même être tenu avec plus de crédibilité et d'efficacité par les petits, s'ils savent s'en donner les moyens. En commençant par retrouver la réalité et le sens de la représentation des citoyens au service du bien commun : ce qui implique de restaurer les débats civilisés sur les enjeux de fond et ne plus se limiter à asseoir la conquête et l'exercice du pouvoir sur des campagnes de marketing médiatique. Au plan national comme sur la scène internationale.

Ce qui est assuré, c'est que dans le monde qui vient, la sécurité comme la prospérité ne pourront être assurées que par l'exercice de la responsabilité dans un cadre ouvert qui appelle la contribution active de tous les acteurs. C'est dire que la diplomatie fondée sur la légitimité de l'État va se trouver au cœur de la réussite. À la condition de quitter rapidement son rôle ancien privilégiant les formes et les rapports interétatiques pour s'attacher à sa tâche principale : stimuler et rendre concret l'aménagement de l'interdépendance grâce à l'apport de tous et au bénéfice de tous. Ce qui entraîne sa reconversion dans la conception et l'animation des réseaux hybrides, grâce à l'intelligence des enjeux, à la vision du monde qui vient, à la capacité de concilier les intérêts et de susciter des alliances-réseaux hybrides à géométrie variable, bien différentes des institutions multilatérales actuelles, capables d'entraîner des effets aussi concrets et importants que ceux de la mondialisation des marchés. Cette diplomatie est peut-être encore virtuelle⁶⁴ : il est urgent de l'inscrire au cœur de l'action de l'État.

Dans ce système planétaire, l'avenir des petits pays, est directement et étroitement lié à sa ^{leur} ^{leur} capacité d'assurer sa croissance et son développement dans cette dynamique mondiale où le succès sera assuré par la capacité d'une société de transformer l'information en savoir et en sagesse. Il n'y a plus de position acquise ou assurée. On ne peut réussir sans développer des alliances et des réseaux centrés sur les enjeux majeurs de l'avenir, lesquels se situent à la jonction de l'économie et de l'identité. Nul ne peut réussir dans ce nouveau contexte, sans gérer son interdépendance. Et on ne peut gérer cette interdépendance sans former une société de confiance.

Aucune formule institutionnelle du passé ne peut suffire par elle-même ou par la seule invocation de ses succès antérieurs : ni un fédéralisme réduit à des arrangements administratifs que ne supporterait aucune volonté de vivre ensemble, ni des institutions européennes qui n'arriveraient pas à donner place à l'exercice réel et responsable de la démocratie. Il faut inventer les formules

⁶³ Commentaires récents de l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt : " La mission de l'Europe au cours du siècle à venir sera de s'affranchir de la pression économique des pays aux salaires et aux coûts sociaux peu élevés. Mais elle devra également se libérer progressivement de la tutelle américaine et représenter ses propres intérêts. En appliquant une politique étrangère européenne commune, bien sûr. Ce sera difficile : beaucoup de Français et de Britanniques pensent encore être citoyens d'une puissance mondiale; les Allemands, eux, s'imaginent être une puissance économique. Ils se trompent. Aucun de nous n'est à lui seul une puissance mondiale. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons tenir tête aux puissances mondiales." *La Stampa*, cité dans *Courrier international* no 342, du 22 au 28 mai 1997.

⁶⁴ Pour reprendre le titre d'une conférence internationale organisée par le US Institute of Peace à Washington les 1^{er} et 2 avril 1997, no 342, du 22 au 28 mai 1997.

adaptées aux divers défis du monde qui vient, dans un cadre et au sein d'organisations qui prennent appui sur le citoyen actif pour lui fournir les moyens de faire ses choix en fonction du bien commun et les instruments pour les faire respecter.

C'est l'intelligence du monde en évolution et la capacité de faire partager une vision de l'avenir commun qui peuvent conduire à une stratégie d'action qui comportera forcément un volet capital lié à la gestion de la diplomatie de l'avenir capable d'articuler les impératifs de la géopolitique, ceux de la géoéconomie avec ceux de l'État représentatif défini non plus par ses frontières mais par sa capacité de constituer le lieu d'appartenance fondée sur l'identification, des valeurs partagées et sur la volonté de partager un dessein commun au sein d'une communauté membre d'un monde ouvert.

De par leur situation, leur histoire et leur ambition d'occuper leur place parmi les plus dynamiques et de le faire en français, plusieurs petits pays sont bien placés pour exercer avec d'autres, dans des alliances à géométrie variable ouvertes à des acteurs publics et privés, un leadership certain dans cette nouvelle diplomatie. Non par quelque action d'éclat isolée, non par quelques déclarations velléitaires, mais en se situant dans la mouvance centrale et en prenant des initiatives concrètes qui pourraient leur voir jouer un rôle marquant parmi les ~~petits~~ acteurs du nouveau système international.

Cela suppose un leadership à reconfirmer et à exercer. Pour réussir dans cette entreprise cruciale pour l'avenir, il faut des leaders capables de vision et capables d'entraîner ceux qu'ils représentent à la conquête de leur avenir, d'en faire notre avenir commun.

le 1^{er} juin 1997.